

L'accès aux services publics est très peu égalitaire en France

RENAUD HONORÉ ([HTTPS://WWW.LESECHOS.FR/JOURNALISTES/?ID=117](https://www.lesechos.fr/journalistes/?ID=117)) | Le 12/12 à 18:11 | Mis à jour à 18:38



En moyenne, le « taux d'administration » est de 72 agents publics pour 1.000 habitants en métropole en 2016. - Richard DAMORET/REA

Une étude du site Fipeco montre de fortes différences dans la répartition de l'emploi public en France, sans beaucoup de logique. Pour autant, les départements ruraux ne sont pas systématiquement désavantagés.

Dans son **discours tenu depuis l'Elysée lundi** (<https://www.lesechos.fr/politique-societe/emmanuel-macron-president/0600316608862-en-direct-emmanuel-macron-sexprime-sur-la-crise-des-gilets-jaunes-2228772.php>), Emmanuel Macron a parlé de **la crise des « gilets jaunes »** (<https://www.lesechos.fr/economie-france/dossiers/Gilets-jaunes-samedi-17-novembre-blocage/les-gilets-jaunes-un-mouvement-social-inedit-2222412.php>) comme le symptôme de « quarante années de malaise ». Le chef de l'Etat a notamment évoqué celui « des territoires, villages comme quartiers où on voit les services publics se réduire et le cadre de vie disparaître ».

PUBLICITÉ

Certains coins de France sont-ils vraiment délaissés par l'action publique ? Une étude publiée ce jeudi par le site spécialisé sur les finances publiques Fipeco s'intéresse justement à cette question, en partant de l'indicateur de la répartition des emplois publics sur le territoire. Sa conclusion corrobore en partie ce qui s'entend sur les ronds-points : « *Le principe d'égalité devant le service public n'est pas respecté en France, avec de très fortes différences dans la répartition d'emplois publics. Mais ce ne sont pas les départements ruraux qui sont systématiquement défavorisés* », tempère François Ecalte, ancien de la Cour des comptes et responsable du site Fipeco.

Un taux d'administration qui varie beaucoup

Pour arriver à ces conclusions, l'étude part des chiffres des agents publics rapportés au nombre d'habitants, indicateur comptable sans doute un peu rustre mais qui a l'avantage d'être « *mesuré avec précision à un niveau géographique simple* ». En moyenne, ce « taux d'administration » était de 72 agents publics pour 1.000 habitants en métropole en 2016. L'Île-de-France, du fait de la présence des administrations centrales, est au-dessus de cette moyenne (81), tout comme la Corse (80).

Si on retire ces profils atypiques, ainsi que l'Outre-Mer (85), on voit un écart de 16 % entre la région la plus pourvue en agents publics (Paca, 73,6 agents pour 1.000 habitants) et la moins pourvue (Pays de la Loire avec un taux de 63,7). L'écart est bien plus fort encore entre départements, avec un rapport de presque un à deux. Parmi les mieux servis, on trouve la Haute-Vienne ou la Vienne - pas forcément les départements les plus urbains de France - ou encore la Corse du Sud, tandis que l'Ain, la Haute-Saône ou la Vendée émergent parmi les plus faiblement administrés.

Selon François Ecalte, « *on peine à discerner une rationalité dans cette répartition, sinon l'influence d'un certain héliotropisme. En réalité, du fait de la très faible mobilité des fonctionnaires (https://www.lesechos.fr/27/03/2018/lesechos.fr/0301484698982_fonctionnaires---une-mesure-pour-encourager-les-aller-retours-avec-le-prive.htm), le poids de l'histoire est prépondérant dans la répartition, même si ça ne correspond plus aux besoins des populations* ».

Forte présence hospitalière en territoires ruraux

Les plus fortes disparités s'expliquent avant tout du fait de l'emploi dans les collectivités territoriales et les hôpitaux. Au niveau local, on va ainsi du simple au double entre les Alpes-Maritimes (33,6 agents pour 1.000 habitants) et l'Ain (16,2). **Même phénomène au niveau hospitalier** (<https://www.lesechos.fr/economie-france/social/0302255908650-plan-sante-comment-le-gouvernement-va-redessiner-la-carte-hospitaliere-2205437.php>), avec toutefois un panorama contre-intuitif : ce sont plusieurs départements ruraux (Creuse, Allier, Cantal) que l'on retrouve parmi les mieux dotés avec Paris, tandis que plusieurs départements de la région parisienne (Seine et Marne, Haut-de-Seine, Seine-Saint-Denis) sont parmi ceux où l'on trouve le moins de personnels par habitant. « *C'est sans doute le signe que l'on trouve encore beaucoup de petits hôpitaux peu productifs disséminés en territoires ruraux, contrairement à ce que l'on pense* », estime François Ecalte.

Renaud Honoré

@r_honore (https://twitter.com/r_honore)

Twitter